

Octobre 2021 ■ Allocution d'Éric Gingras

« Il faut miser sur ce qui nous unit. »

« Je profite de mon premier conseil général à titre de président de la Centrale pour faire le point sur nos perspectives, comme organisation. C'est important de savoir d'où l'on vient, mais c'est encore plus important de savoir où l'on va. C'est la destination vers laquelle nous décidons d'aller, tous ensemble, qui fait une différence. »

« Un de mes principaux objectifs est de repositionner la CSQ comme un acteur de changement social, aussi pertinent qu'incontournable. Notre meilleur levier pour y arriver consiste à maximiser les gains pour nos membres.

« Le chemin n'est pas tracé d'avance. Les défis les plus importants sont ceux qui nous interpellent toutes et tous et, surtout, que nous serons capables de relever dans la mesure où nous nous tenons tous ensemble. Le premier d'entre eux est celui de la cohésion. Il faut miser sur nos enjeux communs, par exemple la pénurie de main-d'œuvre qui affecte tous les milieux, la surcharge, l'organisation du travail qui rend malade, etc.

« La bataille quotidienne en santé ; la relance économique, qui fera ressusciter le débat sur le retour à l'austérité et à l'équilibre budgétaire ; la question de la place des femmes, qui ont porté les réseaux à bout de bras pendant la crise ; la négociation du secteur public, qui va repartir bientôt ; la dernière année de gouvernance de la CAQ avant

l'élection : ce sont d'autres défis qui nous attendent.

« Dans le dossier de la vaccination obligatoire du personnel en santé, nous avons fait part de notre position. Notre avis tient compte de notre obligation légale de défendre les droits de nos membres et, aussi, de l'importance de protéger le réseau de la santé actuel.

« Nous avons présenté notre position sur la réforme de la Charte de la langue française. Le gouvernement a fini de trancher la question en se rendant à la plupart de nos arguments. Il y a aussi eu le projet de loi n° 59, portant sur la réforme de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, par rapport auquel nos efforts n'ont pas donné les résultats escomptés.

« Du côté de la petite enfance, le gouvernement dispose actuellement de tous les leviers pour investir massivement dans le développement du réseau. Tous les voyants sont actuellement au vert pour qu'un véritable coup de barre soit donné.



Éric Gingras

« Finalement, la renégociation de l'entente avec les responsables en services éducatifs en milieu familial (RSE) est là pour démontrer que c'est possible de continuer à faire des gains concrets pour nos membres, pour les travailleurs et pour tout le Québec. Plus nous ferons de gains, plus nous gagnerons en pertinence sur les enjeux sociaux.

« Avec le temps et les avancées, grâce à notre discours constructif et aux valeurs que nous portons, nous pourrions continuer d'intervenir sur des enjeux sur lesquels on ne nous attend pas sur la place publique, mais sur lesquels nous aurons toujours des choses à dire. »

Lisez le texte complet de l'allocution [ici](#).

Campagne et actions à venir

La Loi sur l'équité salariale aura 25 ans le 21 novembre 2021. Afin de commémorer l'événement, mais surtout pour dénoncer le fait que les femmes font encore l'objet d'une discrimination systémique fondée sur le sexe, la Centrale mettra en branle, d'ici quelques semaines, une stratégie de communication et de dénonciation politique.

LA CSQ EN ACTION

La stratégie prévoit :

- ✓ Une campagne CSQ en deux phases sous le thème « La Loi sur l'équité salariale : 25 ans et pas toutes ses dents ! » ;
 - 1) Des publicités à la télévision, dans les quotidiens numériques et sur les médias sociaux autour du 21 novembre,
 - 2) Un positionnement en vue d'en faire un enjeu de la prochaine campagne électorale ;
- ✓ Des actions diverses (présentement en développement), comme l'organisation d'un webinaire sur la Loi, ses répercussions et son application actuelle ;

- ✓ Des actions de mobilisation régionales qui permettront une grande visibilité dans les différentes régions du Québec et qui interpellent toutes les personnes élues de l'Assemblée nationale ;
- ✓ Une campagne intersyndicale CSQ-FTQ-CSN sur les médias sociaux en amont du 25^e anniversaire de la Loi.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour obtenir davantage d'informations sur le maintien de l'équité salariale, les recours et les droits, [visitez le site de la CSQ](#).

Début de la réflexion sur la cohésion interne

Le conseil exécutif de la Centrale prépare une démarche de réflexion sur la cohésion interne à la CSQ afin d'identifier les enjeux et de déterminer les actions à poser pour renforcer le sentiment d'appartenance des affiliés.

La solidarité et la cohésion interne constituent le fondement même de notre centrale. D'un point de vue politique, chaque groupe désire être pleinement reconnu et avoir sa place. Toutefois, certaines circonstances viennent mettre à l'épreuve la solidarité. Il est donc important de se pencher sur la question : comment pouvons-nous améliorer les relations avec les affiliés, favoriser leur appartenance à la Centrale et les soutenir dans la mise en action collective ?

Le conseil exécutif prévoit déposer un rapport et des recommandations au conseil général de décembre 2023. Pour y arriver, le conseil général et le conseil intersectoriel seront associés aux travaux tout au long de la démarche.

Alter ego : les suites de l'appel d'offres

Les membres de la CSQ bénéficient depuis près d'un an d'un nouveau régime d'assurance collective, le régime Alter ego. Il est l'aboutissement d'un long processus d'appel d'offres, dont les détails ont été revus au conseil général (CG). Bien que les travaux liés à l'appel d'offres soient terminés, la Centrale doit amorcer une réflexion afin de pérenniser le régime et de continuer d'en faire un produit attrayant pour les membres.

alter ego
L'AVANTAGE CSQ

Un automne bien rempli en petite enfance

Les positions de la Centrale sur les grands enjeux touchant le réseau public des services éducatifs à la petite enfance ont été communiquées aux personnes déléguées présentes lors du CG. Le point sur la négociation dans le secteur des milieux familiaux et des CPE ainsi que la campagne de publicité qui a débuté cet automne ont aussi été présentés.

Les positions de la Centrale se déploient en 25 recommandations. Ces dernières s'articulent autour de quatre principes :

1. Tous les enfants du Québec doivent avoir des chances égales de recevoir des services de qualité.
2. Le développement de l'enfant fait partie des responsabilités de l'État.
3. Les services éducatifs de la petite enfance ne sont pas des commodités marchandes.
4. Il faut assurer l'équité des conditions de travail de tous les intervenantes et intervenants du réseau de la petite enfance.

UNE CAMPAGNE POUR DÉMONSTRER L'IMPORTANCE DU RÉSEAU

Pour démontrer l'importance du réseau, la Centrale a déjà amorcé sa vaste campagne dans le but :

- ✓ De défendre la politique familiale et le modèle québécois du réseau des services éducatifs à la petite enfance ;



- ✓ De revaloriser le réseau public ;
- ✓ De défendre et de promouvoir l'universalité d'accès à l'égalité des chances pour tous les enfants ;
- ✓ De valoriser les travailleuses de la petite enfance.

Sous le thème « Notre réseau public de CPE et de milieux familiaux : essentiel et universel », la campagne comprend des publicités radio, télévisées, dans les quotidiens numériques et sur les médias sociaux. Une page Web de référence a également été préparée : uneplace.ca.

LE POINT SUR LES NÉGOCIATIONS

Une entente a été conclue entre les responsables en service éducatif à la petite enfance (RSE) et le gouvernement dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre 2021. Elle octroie aux intervenantes en milieu familial une augmentation de 32 % de leur rémunération. Les RSE étaient aux prises avec un retard considérable en matière de rémunération.

Du côté des CPE, les négociations ne sont pas terminées. Lors du conseil général, le gouvernement a déposé une offre face à laquelle la FIPEQ-CSQ a rapidement présenté une contre-offre. La fédération revendique notamment des augmentations salariales pour toutes les catégories d'emploi des CPE.

Bâtir l'avenir des enfants d'Haïti

Un projet de partenariat entre la CSQ, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et la Maison d'Haïti pour la construction d'une école en Haïti est présentement en préparation.

Gérard Côté, chargé de projets pour le CECI, et Marjorie Villefranche, directrice générale de la Maison d'Haïti, ont profité de leur passage au CG pour expliquer comment

le séisme du 14 août dernier a durement touché la population habitant au sud d'Haïti. Plus de 1 800 membres de la Confédération nationale des éducatrices et

éducateurs d'Haïti (CNEH), avec qui la CSQ entretient des liens d'amitié et de coopération, ont été touchés par le tremblement de terre qui a endommagé de nombreuses écoles.

Le projet de partenariat consiste à amasser des fonds pour la construction d'une école publique pouvant accueillir de 360 à 450 élèves. Le coût total du projet est estimé à 648 000 \$.



VOUS POUVEZ AGIR

- ✓ La CSQ invite les affiliés à participer à la collecte de fonds en amassant des dons auprès de leurs membres et à faire parvenir leur chèque libellé à l'ordre de la CSQ-FSSSI à l'adresse suivante, en indiquant comme objet École Haïti :
Service de la comptabilité de la CSQ
320, rue Saint-Joseph Est,
bureau 100
Québec (Québec) G1K 9E7
- ✓ Les membres peuvent également faire un **don individuel en ligne** au CECI.

Un grand chantier pour les aînés

Depuis 20 ans, de nombreux rapports et mémoires sur le sort des aînés ont été produits. Plusieurs constats ont été faits, mais seulement 10 % des recommandations qui en sont issues ont été appliquées.

L'inaction du gouvernement a incité l'AREQ-CSQ à lancer un mouvement afin d'agir pour améliorer les conditions de vie des aînés au Québec. Avec sa campagne Cap sur la dignité, l'association invite les membres de la CSQ et la population en général à appuyer son chantier : capsurladignite.org.



Charte de la langue française

La délégation du conseil général a pu en apprendre davantage sur la position de la CSQ concernant la réforme de la Charte de la langue française. Bien que plusieurs propositions présentées dans le projet de loi constituent des avancées importantes, la Centrale a présenté dans son mémoire 14 recommandations qui contribueraient à l'améliorer dans son ensemble.

LA CSQ EN ACTION

- ✓ La CSQ a présenté son mémoire le 21 septembre 2021, dans lequel elle propose des recommandations autour de six thématiques : le statut de la langue française, l'exemplarité de l'État, la gouvernance linguistique, la langue du travail et la francisation des entreprises, Francisation Québec et la langue des études à l'enseignement supérieur.
- ✓ La Centrale prévoit mettre en œuvre plusieurs projets de promotion et de valorisation de la langue française.
- ✓ Ces projets seront réalisés en partenariat avec les fédérations, les regroupements professionnels et leurs syndicats affiliés.



- ✓ Pour mener à bien ces projets, la Centrale a obtenu une subvention de 700 000 \$ du Secrétariat à la promotion et à la valorisation de la langue française.
- ✓ Elle a aussi obtenu une subvention de 275 000 \$ afin de favoriser la fréquentation des cégeps francophones, en collaboration avec la FEC-CSQ et les associations étudiantes.

POUR EN SAVOIR PLUS

Consultez [le mémoire de la CSQ](#) présenté à la Commission de la culture et de l'éducation.

Climat de justice

La crise climatique crée de nombreuses inégalités. Les plus riches polluent davantage que les pauvres, mais ce sont ces derniers qui subissent le plus durement les effets des variations extrêmes de climat.

Dans le cadre de sa campagne Climat de justice, Oxfam-Québec presse le gouvernement à agir, à prendre des mesures pour favoriser une relance économique plus verte et à taxer les plus riches.

VOUS POUVEZ AGIR

Oxfam-Québec invite les affiliés de la CSQ :

- ✓ À [signer la pétition](#) pour maintenir la pression sur le gouvernement pour une relance économique verte, juste et inclusive ;
- ✓ À [organiser un atelier sur la justice climatique](#) dans leur établissement pour les 12 à 17 ans.

Vers le plan d'action 2021-2024

La réflexion stratégique entourant le plan d'action 2021-2024 de la Centrale s'est amorcée. Elle sera élaborée en fonction des décisions du Congrès et des priorités de la Centrale. Elle intégrera les éléments non réalisés dans le plan d'action 2018-2021 à cause de la pandémie. Le contexte dans lequel évolue la CSQ actuellement sera pris en compte : une pandémie qui perdure, un gouvernement caquiste fort populaire et une année préélectorale qui s'amorce.

Le plan d'action reprendra les thèmes du 43^e Congrès, qui a eu lieu en juin 2021 : le droit des femmes à une réelle égalité, l'importance de placer les acteurs du secteur public au centre de la relance socioéconomique postpandémie, l'adaptation des lois du travail et de protection sociale, le militantisme dans un monde du travail transformé.

COP26

Une invitation à se mobiliser pour le climat

La CSQ invite ses affiliés à participer à la mobilisation pour le climat qui aura lieu le 6 novembre 2021 en marge de la 26^e Conférence des parties pour le climat (COP26), prévue du 1^{er} au 12 novembre à Glasgow en Écosse.

Cette conférence internationale constitue un moment clé des négociations pour le climat puisque les pays signataires de l'Accord de Paris, issu de la COP21, doivent y déposer leurs plans de lutte contre les changements climatiques. La mobilisation pour le climat est une réponse à un appel mondial à l'action pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils bonifient leurs plans de lutte.

CE QU'IL FAUT SAVOIR

- ✓ La mobilisation aura lieu à Montréal, le 6 novembre, à compter de midi. Le point de départ est situé au parc du Mont-Royal, sur l'avenue du Parc, au pied de la statue de George-Étienne Cartier.
- ✓ Les participantes et participants sont invités à porter un chandail vert et à apporter un foulard ou un bout de tissu de la même couleur,

afin de pouvoir créer une grande chaîne humaine dans le respect des mesures sanitaires.

- ✓ La CSQ souhaite faciliter le transport de ses affiliés par autobus vers le lieu de rassemblement par le remboursement d'une partie des frais de location d'autobus, et ce, jusqu'à concurrence de 500 \$.

POUR EN SAVOIR PLUS

Consultez le site des Nations unies pour le climat pour en savoir davantage sur la **Conférence sur les changements climatiques à Glasgow**.

PAES

Bilan et perspectives

Le conseil général a adopté le plan de travail 2021-2024 du Programme d'accès à l'égalité syndicale (PAES) du comité de la condition des femmes (CCF).

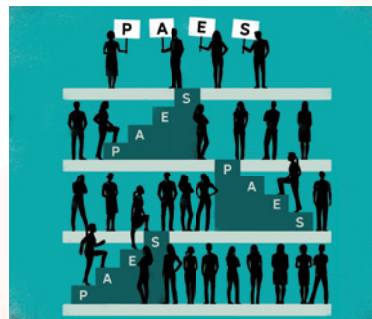
Ce plan prévoit, entre autres, la mise en branle de deux projets de recherche visant, notamment, à revoir les freins à la participation et à la prise de parole des femmes dans les instances.

Le CCF poursuivra également ses actions de sensibilisation au PAES et aux obstacles à l'implication syndicale des femmes. De plus, il continuera

son travail dans la mise en place et la vérification des mesures actuelles du programme.

FAITS INTÉRESSANTS

- ✓ Le programme a été adopté en 1994.
- ✓ Son objectif visait l'atteinte d'une représentation proportionnelle des femmes dans les rangs de la CSQ au Congrès 2000.
- ✓ Au sein des instances de la Centrale, depuis 2009, l'objectif de représentation proportionnelle des femmes est fixé à 75 %.
- ✓ Le pourcentage des femmes présentes lors du conseil général de mai 2021 était de 56 %.



POUR EN SAVOIR PLUS

Pour en connaître davantage sur le PAES, consultez le **dossier sur l'accès à l'égalité syndicale** sur le site de la Centrale.

